

71/1

Rome, January 15, 1971

To all Superiors General  
 To their delegates for SEDOS  
 To all members of the SEDOS group

This week :	Page
ENSEIGNEMENT ET FORMATION : Conclusions of the Strasbourg seminar on International Voluntary Service of November 26, 1970.	1
REUNION PAR PAYS: LIBERIA : Rapport de la réunion en Français du 20/11/70	6
SEDOS-MISEREOR PDP : A restatement of the programme	15
EXECUTIVE COMMITTEE : Agenda for 20/1/71 meeting at SEDOS 09.00	19
SOCIAL COMMUNICATIONS : Agenda for 1/2/71 meeting at SEDOS 16.00	20
CANTESS: CORAT-CANTERBURY Summer School 1971	21
DIARY :	24

Please note the following dates :

20-1-71 :	Executive Committee	09:00:SEDOS
22-1-71 :	Special meeting on Formation of Missionary Priests	16.00:WHITE FATHERS GENERALATE via Aurelia 269
1-2-71 :	Social Communications WG	16.00:SEDOS

Sincerely yours,

P. Leonzio Bano, fsci

ENSEIGNEMENT ET FORMATIONConclusions du IV Séminaire sur le Service Volontaire International  
Strasbourg, 2-6 Novembre 1970Rapport du Groupe du travail N° 5

Un certain nombre de raisons expliquent pourquoi les établissements d'enseignement traditionnel - dans les pays en voie de développement et ailleurs - ne répondent pas aux besoins actuels. Les liens directs qui existent entre l'enseignement et la croissance économique constituent, par ailleurs, un facteur capital. Dans ces deux domaines, des mesures sont actuellement prises pour favoriser le développement.

Au cours du débat, une très nette distinction a été faite entre l'enseignement traditionnel et l'enseignement marginal ("informal" education). L'enseignement marginal, toutefois, ne se limite pas à l'éducation des adultes; la définition des milieux susceptibles d'en bénéficier effectivement se prête à de multiples interprétations. En outre, il apparaît essentiel de ne pas perdre de vue le fait que l'on peut, pour réaliser les objectifs de l'enseignement traditionnel comme ceux de l'enseignement marginal, s'inspirer de deux critères, c'est-à-dire orienter ces enseignements et vers l'être humain et vers la production.

Il a été relevé que l'un des buts de l'enseignement consistait d'une part à refléter et d'autre part à améliorer les conditions de vie réelles. En ce sens, l'enseignement offre un moyen d'aider les individus à être les artisans de leur propre progrès.

Il devrait incomber aux chercheurs consacrés à l'éducation de prévoir des possibilités concrètes d'adaptation. Cette tâche est liée au problème de l'exportation de la culture, ainsi qu'à la question de savoir dans quelle mesure il est possible et jusqu'à quel point l'on est en droit de transférer les objectifs pédagogiques conçus par les pays "donateurs".

Selon certains, la recherche en matière d'éducation devrait établir des priorités dans le cadre de l'enseignement marginal, car cet enseignement est destiné à une fraction beaucoup plus vaste de la population. Toutefois, il ne saurait s'agir là d'une solution nécessairement à envisager.

Les expériences menées en Tanzanie et au Malawi ont été citées comme exemples d'une heureuse adaptation des systèmes d'enseignement traditionnels. En ce qui concerne le secteur marginal de l'enseignement, on a évoqué les expériences réussies de la "Maison Familiale" en Afrique et d'un projet réalisé en Inde.

Il a été signalé - et c'est là un autre élément important - que l'adaptation se trouvait déjà garantie par le fait que le système d'enseignement fondé sur la coopération prenait généralement le pas sur le système fondé sur la concurrence.

Les organisations gouvernementales comme les organisations non gouvernementales envoient des professeurs dans les pays en voie de développement. Etant donné le peu de cas que les systèmes scolaires courants font de l'adaptation aux conditions locales, la tâche de ces spécialistes s'est souvent révélée décourageante.

L'exposé expliquant la façon dont le gouvernement de la République fédérale allemande s'acquitte de sa mission d'assistance en matière d'éducation tend à prouver que cette assistance peut fort bien s'appliquer au niveau élémentaire comme au niveau universitaire. La jumelage d'universités pourrait exercer une influence sur l'enseignement traditionnel. Quant au jumelage d'instituts pédagogiques, il pourrait constituer un point de départ analogue. A ce propos, il a également été fait allusion aux échanges de professeurs de faculté.

Les entreprises industrielles britanniques ont apporté des témoignages similaires.

Il a été constaté que les O.N.G. étaient appelées à restreindre leur rôle au cours de la Deuxième Décennie pour le Développement. La discussion a montré, en effet, que l'étendue de leurs tâches se voyait aujourd'hui attribuer un nouveau centre de gravité, à savoir l'enseignement marginal. Le Groupe de travail a reconnu que les volontaires n'étaient pas en mesure de transformer les systèmes d'enseignement établis. Les O.N.G. peuvent, toutefois, confier à leurs collaborateurs le soin de mettre en oeuvre des projets d'enseignement marginal, afin de mener des expériences susceptibles de répondre aux demandes déjà mentionnées. Ces projets pilotes permettraient d'élaborer et d'appliquer des systèmes pouvant remplacer les systèmes en vigueur. Leur réalisation dépendrait, néanmoins, du soutien qu'apporteraient les gouvernements des pays offrant l'assistance. Il importe que ceux-ci soient prêts à

fournir les fonds nécessaires à ces projets. De plus, il convient de prévoir, pour les volontaires, une formation appropriée, et de soumettre régulièrement les projets à l'analyse d'experts qualifiés. Un échange actif d'expériences pourrait alors conduire à une discussion entraînant de fermes engagements. S'il paraît indiqué de confier ce type de projets aux O.N.G., c'est parce que ces organisations sont les seules institutions qui soient en mesure de courir les risques, dans la mesure, naturellement, où elles bénéficient du soutien indispensable de leurs gouvernements.

Les pays en voie de développement ont également besoin de volontaires dotés de qualifications techniques moyennes. A cet égard, il faudrait avant tout tenter des démarches auprès des syndicats et des entreprises industrielles. La nécessité d'envisager un "enseignement de niveau moyen" apparaît de plus en plus nettement.

Si la Conférence régionale décidait de consacrer son prochain Séminaire au thème ; "Enseignement et formation dans les pays en voie de développement", il apparaît qu'il faudrait notamment et surtout tenir compte des points suivants :

1. Enquêt sur les causes de l'échec de divers projets ;
2. Facteurs qui se sont révélés particulièrement favorables à l'exécution des projets ;
3. Enseignement tirés de projets pilotes dans le domaine de l'éducation scolaire ;
4. Expérience acquise par les institutions responsables de l'éducation dans les pays en voie de développement, dans leurs tentatives de mise en oeuvre de réformes, et
5. Mesures susceptibles d'être prises pour aider plus particulièrement la jeunesse des zones rurales en vue de la prévention de l'exode ou de l'adaptation au changement d'environnement qui en résulte.

#### Recommandations

1. Le Groupe de travail n° 5 attache la même importance à l'adaptation des techniques d'enseignement et de formation aux exigences propres aux conditions locales dans les pays en voie de développement qu'à l'élaboration et à la mise à l'épreuve de solutions de rechange en matière de structures scolaires, de méthodes pédagogiques et de didactique.

2. Les O.N.G. ne devraient, toutefois, lancer des projets dans le domaine de l'enseignement que dans les limites de leurs possibilités réelles. Il est donc exclu que les O.N.G. puissent apporter une contribution décisive à une réforme du système d'éducation scolaire dans les pays en voie de développement.

Mais elles devraient profiter de la possibilité qu'elles ont de prendre des risques pour mettre au point des solutions de rechange en matière de structures scolaires, de méthodes pédagogiques et de didactique, en accord avec les institutions locales correspondantes.

Les gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe devraient soutenir ces projets de rechange dans une mesure plus large que jusqu'à présent, et, ce faisant, ils devraient établir une distinction plus précise entre l'aide à l'éducation et la politique étrangère culturelle.

3. Les projets de rechange dans le domaine de l'enseignement devraient démarrer dans des conditions susceptibles d'être reproduites ailleurs, et être mis en oeuvre pendant une période adéquate avec le même groupe de personnes dans des zones rurales ou avec un groupe de personnes qui ont récemment émigré de zones rurales ; les résultats des projets devraient être contrôlés et analysés.
4. Les gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe sont invités à susciter dans une plus large mesure l'intérêt de leurs instituts pédagogiques pour les problèmes de réforme de l'enseignement dans les pays en voie de développement.  
Ces instituts devraient notamment organiser des cours visant à préparer les enseignants à assumer des emplois dans les projets de développement, et ils devraient pouvoir prendre des engagements de recherche avec les organisations normalement intéressées à l'analyse de projets de rechange dans le domaine de l'enseignement.
5. Le Groupe de travail N° 5 recommande que le Cinquième Séminaire sur le Service Volontaire International soit consacré aux problèmes d'enseignement.

Ce Séminaire devrait, toutefois, être précédé d'une enquête sur la totalité des projets, ayant abouti ou non, mis en oeuvre par les organisations membres de la Conférence Régionale sur le service volontaire international dans le domaine de l'éducation extrascolaire. Les résultats de cette enquête seraient soumis aux participants au Séminaire par écrit - et, le cas échéant, à titre confidentiel - en temps utile avant le début du Séminaire. L'enquête engloberait tous les projets lis en oeuvre dans le domaine indiqué dans la Recommandation N° 3. Elle devrait également englober une partie des expériences menées par ceux qui sont chargés des réformes de structures dans les systèmes d'enseignement, afin de permettre aux O.N.G. de mieux satisfaire les besoins des pays aidés.

Le cinquième Séminaire devrait également envisager la possibilité de promouvoir l'enseignement "de niveau moyen", ainsi que l'étude de la compatibilité entre les exigences sur le plan de la main-d'oeuvre et du progrès social dans le cadre de la planification de l'enseignement.

Le Séminaire devrait être organisé de telle façon que les participants soient en mesure de formuler des recommandations particulières.

NOTICE

Two specialist papers of the same Seminar are available in English at the SEDOS Secretariat on :

- (1) "EDUCATION IN DEVELOPING COUNTRIES" ,
- (2) "ADAPTATION OF EDUCATION AND TRAINING TECHNIQUES TO THE LOCAL CONDITIONS" .

REUNION PAR PAYS

"LIBERIA"

Rapport de la réunion "CÔTE-D'IVOIRE-LIBERIA" qui s'est tenue le 20.11.70 à 16 h, au Secrétariat de SEDOS.

Les membres présents étaient les suivants:

Pour le Libéria : Présidente: Sr J. Blériot, f.m.m

Rév. P. Hardy, s.m.a - Rév. P. Meyer, p.b - Rév. P. Kuntz, s.m.a -  
Rév. P. Mertens. V - s.j - Rév. P. Battisti V, c.s.s.- Rév.P. Biggane.E, sma.

Secrétariat de Sedos : Rév. P. Tonna. B - Mlle Fernandez. A.

1. SITUATION GENERALE

Au point de vue géographique : Le Libéria est situé dans l'Ouest Africain, sur la côte Atlantique, bordé par la Sierra Leone à l'Ouest, la Côte d'Ivoire à l'Est et la Guinée, au Nord.

Superficie : 110.000 km<sup>2</sup>.

Climat : Tropical - chaud et humide le long de la côte et un peu plus frais et sec, vers le plateau de l'intérieur. Peu de variations de température selon les saisons (moyenne 80 degrés "fahrenheit). Pluies abondantes spécialement le long de la côte (bien au delà de 100 inches dans la plupart, excepté dans l'intérieur. La saison des pluies est entre Avril et Novembre. Le reste de l'année est la saison sèche.

Capitale : MONROVIA, du nom du Président des Etats-Unis, Monroe, sous lequel s'est fait l'établissement des premiers émigrants.

Population : Environ 1.250.000 habitants

Ethnie : A côté des Libériens d'origine américaine, il y a près de 28 tribus parmi les autochtones, dont les plus importantes sont les Grebos, les Krus, les Mendigoes (ou Malinkés), les Pellés, les Bassas, les Vais, etc. C'est dans la tribu Kru que l'on trouve le plus grand nombre de catholiques.

Langues : L'Anglais est la langue officielle du Libéria puisque ce sont les Américano-Libériens qui ont fondé la nation et qui continuent de la diriger au point de vue politique économique social. Cependant, il y a 28 dialectes tribaux.

Ressources - Industries: La principale est le fer. Il y a de nombreuses mines de fer un peu partout dans le pays. La plus importante se trouve dans le nord-est, dans les monts Nimba, sur les frontières de Guinée et de Côte d'Ivoire. Elle est exploitée par une Cie Suédo-Américaine LANCO: les autres mines sont aussi entre les mains des étrangers.

Il y a aussi de l'or et du diamant

Le caoutchouc, également est exploité par des étrangers, en particulier la Cie. Firestone.

Le bois; le Café (en quantité relative, dans l'intérieur du pays), est exploité par les autochtones. Parmi les autres cultures, on peut aussi citer le riz, le manioc et la canne à sucre. Pour la culture du riz, la Chine nationaliste a envoyé une mission qui pratique la culture du riz d'une manière rationnelle et selon une technique moderne. Les Libériens qui y travaillent acceptent ces méthodes tant qu'ils y sont employés, mais aussitôt rentrés chez eux - selon la formation et l'initiation qu'ils ont reçues dans leurs sociétés, ils reprennent leurs habitudes ancestrales, exigeant un effort plus grand et moins de rendement.

Privilège du Pavillon de Complaisance; Des Cies. de navig. étrangère peuvent en bénéficier.

Le Commerce est pratiquement entièrement entre les mains des Libanais.

Au point de vue politique : Le Gouvernement du Libéria est une République avec une Constitution calquée sur celle des Etats-Unis. Le Libéria fut d'abord fondé par des sociétés Américaines de colonisation pour y établir d'anciens esclaves rapatriés. En 1847, différents groupes de race noire proclamèrent la République du Libéria avec à la tête, un Président.

La Législature et la Cour suprême sont les 2 autres branches du Gouvernement. Le pays est divisé en Comtés et territoires représentés par des Sénateurs et des représentants.

Actuellement, le Libéria est un Etat avec un Président énergique. Le Président William V.S. Tubman fut d'abord élu en 1943 et n'a pas cessé de rester en charge depuis 1944.

Le Libéria a toujours été en relations étroites avec les Etats-Unis et est aussi lié économiquement à ce pays.

Les Etats-Unis maintiennent une forte présence en Libéria.

## 2. RELIGION

On compte environ 20.000 Catholiques en Libéria.

Cependant, la classe Américo-Libérienne est pour la plupart Protestante.

On compte qu'environ 15% de la population est musulmane.

Beaucoup de Libériens sont encore animistes.

L'Eglise Catholique du Libéria a subi beaucoup de revers et de difficultés au début de son implantation; les premiers missionnaires, des Pères du St Esprit, moururent en très peu de temps des fièvres qu'on y contractait. Il n'y eut pas de mission permanente jusqu'en 1884, date à laquelle les Montfortains en prirent la charge; ceux-ci malgré la réticence du Président de la République d'alors, purent jeter les fondements de leur enseignement et ouvrir une école de garçons, mais ils durent abandonner, décimés aussi par les fièvres.

Ce n'est qu'en 1906, lorsque la Propagande confia le Libéria aux Prêtres des Missions Africaines de Lyon, que l'Evangelisation méthodique du pays commença réellement. Les premiers missionnaires, tous les 3 Irlandais, furent les Pères Kyne, Butler et O'Sullivan.

Actuellement, l'Eglise Catholique qui compte environ 20.000 adhérents, jouit des bonnes grâces et de la bienveillance du Président Tubman. Celui-ci entretient de très bonnes et amicales relations avec l'Archevêque de Monrovia, et bien qu'appartenant à une confession protestante, il honore très souvent de sa présence et de son patronage les cérémonies et fonctions de l'Eglise Catholique.

Il y a 2 Vicariats Apostoliques (Vicariat: Monrovia - Préfecture :  
Cape-Palmas)

La province Irlandaise est dans le Vicariat de Monrovia, dont l'Archevêque, Monseigneur Francis Carroll, est également Nonce Apostolique; la province Américaine est dans la Préfecture de Capes-Palmas, dont l'Evêque est Mgr. Grimley.

La Cathédrale de Monrovia vient d'être consacrée récemment à Monrovia.

Le Gouvernement est pluraliste, et accepte toutes confessions.

Les Américains y amenèrent diverses confessions protestantes. Les Episcopaliens qui y ont les plus anciennes missions, les Presbytériens, les Luthériens, les Baptistes, les Méthodistes, et maintenant les Témoins de Jéhovah, les Adventistes, etc...

Les Protestants comptent environ 60.000 adhérents.

Les Musulmans qui se recrutent surtout parmi les Mendigoes, comptent environ 200.000 adhérents.

Comme il y avait aussi des Catholiques parmi les premiers colons, la Propagande s'en préoccupa et y envoya dès 1842, le R.P. Edward Barron, Vicaire Général, de Philadelphie, qui y célébra la première Messe à Cape Palmas, le 10 Février 1842.

A propos des autochtones, en parlant de leur culture et de leur patrimoine, on peut dire qu'ils sont conditionnés par leurs "sociétés". L'une des caractéristiques de ces sociétés du moins en Libéria, est d'entretenir les individus dans un état de fixisme absolu, réfractaire à tout progrès, toute innovation.

Clergé: Il y a 5 Prêtres autochtones et environ 35 prêtres SMA (Irlandais et Américains).

A côté des Prêtres des Missions Africaines, en plus grand nombre, il y a depuis 1966, (date à laquelle ils ont été expulsés de Guinée) des Prêtres de la Société des Pères Blancs. Il y avait en Février 1970, 5 Pères Blancs, au Libéria. Ils y retrouvent les mêmes ethnies que celles dont ils s'occupaient en Guinée, ce qui est d'ailleurs très appréciable surtout par leur connaissance des dialectes et leurs méthodes de travail, en particulier pour la formation d'une élite catholique, les catéchistes, à peine commencée au Libéria, avant leur arrivée.

Congrégations de frères: Il y en avait 3 en Février 1970:

Une congrégation Américaine (Holy Cross Brothers) qui a un collège de garçons à Monrovia;

Une congrégation Espagnole (les Frères de St Jean de Dieu qui ont un hôpital Catholique de Monrovia avec maintenant une partie de la Faculté de Médecine).

Une congrégation plus récente puisqu'elle remonte au début de 1969, celle des Frères Irlandais (Christian Brothers) qui ont un collège de garçons prenant pension chez eux dans les Monts Nimba.

Congrégations de religieuses: 7 Congrégations :

Les Bernardines qui ont des écoles, pensionnats de filles, dispensaires, dans les 2 Vicariats de Monrovia et de Cape-Palmas.

Les Soeurs Italiennes de Consolata, ayant été appelées dans l'exploitation de caoutchouc de LAC, pour tenir des écoles pour les enfants des employés.

Il y a 2 congrégations de Soeurs Espagnoles. Une, aide les Frères à l'Hôpital de St Jean de Dieu à Monrovia, et l'autre, a en charge un Orphelinat patronné par Mme Antoinette Tubman.

Les Franciscaines de Marie tiennent un collège secondaire de filles à Monrovia; et ont 2 Fraternités dans les Monts Nimba. L'une à Sanequellie a maintenant un pensionnat de filles, un dispensaire, et s'occupe de catéchismes, de Légion de Marie, etc.. Une autre à Yekepa, s'occupant spécialement des 3 écoles pour les enfants des employés de la Ste LAMCO

Des Soeurs Canadiennes dans le diocèse de Cape Palmas qui ont aussi des oeuvres d'éducation pour les filles et des dispensaires.

Récemment des Soeurs Ursulines, expulsées de Guinée, en même temps que les Pères Blancs travaillent avec eux dans le nord du pays, dans leur centre de formation de catéchistes.

### 3. EDUCATION

Jusqu'à de récentes années, les missionnaires religieux étaient propriétaires et responsables de la plupart des écoles. Cependant, grâce à l'augmentation des revenus Gouvernementaux venant du Caoutchouc et du fer, grâce aux intérêts, aux emprunts et aux allocations fournies par les U.S.A, le Gouvernement Libérien a ouvert plusieurs écoles et maintenu le monopole dans le champ de l'éducation.

Cependant, les écoles des Missions sont d'habitude d'une grande qualité et assurent encore l'éducation de nombreux dirigeants et futurs dirigeants de la nation. L'analphabétisme est d'un pourcentage très élevé, environ plus de 90%. L'Université du Libéria est le principal Institut de hautes études, bien que les Episcopaliens et les Catholiques possèdent des instituts moins importants.

A la fin de l'exposé, les questions suivantes ont été posées:

1) Quel est l'avenir de l'Eglise au Libéria ?

Un des points importants à envisager :

- Serait de s'occuper davantage de la réhabilitation de la femme, celle-ci ayant un rôle essentiel à jouer, au point de vue social, religieux et moral.

2) Quelles sont les relations des anciens Américains et des Autochtones?

- Souvent relations plutôt tendues - cause de friction.

3) Existe-t-il une congrégations de religieuses Libériennes?

- Il n'y a pas de congrégation religieuse Libérienne.  
On compte seulement 4 Religieuses Libériennes chez les Bernardines.

4) Fait-on appel en Libéria, aux Laïcs Missionnaires?

- Il existe actuellement en Libéria un Mouvement "Peace Corps", de Jeunes Gens et Jeunes Filles, envoyés par le Gouvernement Américain et spécialement formés, qui s'engagent pour 2 ou 3 ans dans les Pays du Tiers-Monde. Au Libéria, les "Peace Corps" font vraiment un bon travail et portent un véritable témoignage.

Il y avait un mouvement "Laïcat missionnaire" en Libéria en 1959-60, dont 3 membres (infirmière, architecte, électricien) n'avaient pas reçu de formation ou préparation spécifiquement missionnaire. Chacun se présentait sous les auspices de quelques prêtres. Résultat: Plus ou moins d'insuccès quoique du bon travail fut accompli.

En 1969, Une province SMA des U.S établit un Organisme de Laïcs missionnaires donnant une préparation spécifiquement missionnaire. Chaque personne était auparavant sélectionnée et formée pour une profession nécessaire à la mission qui leur était destinée. L'accord était fait entre la Province des U.S, l'Evêque de Cape Palmas et le Laïc Missionnaire, en ce qui concerne le travail, le logement, le salaire, l'assurance, les vacances et les autres conditions.

Six Laïcs dont 3 filles, 1 jeune-homme et un couple, furent envoyés en Libéria dans ces conditions. Résultat: Insatisfaction de la part de l'Evêque et des Prêtres; la Province des U.S fut elle aussi forcée de cesser toute activité de son organisme et la plupart des Laïcs missionnaires retournèrent aux U.S.

BIBLIOGRAPHIE DU LIBERIA.

1. Relations des voyages d'Aloise de Ca' Da Mosto en 1445-1467, Ch. Schofer. Ed. Paris 1906.
2. Description de la Côte d'Afrique. O. Dapper Amsterdam 1686.
3. Description de la Côte occidentale d'Afrique du Cap Naze au Cap Roxo, Paris 1828.
4. The Kru Coast, Cape Palmas and the Niger. W. Durant, London 1862.
5. La République du Libéria. B. Asher. Journal des voyages No. 184 du 16 janvier 1881, Paris.
6. Few observations on the tribes of Libéria. Rüttikofer, Liberia Bull. 1887.
7. Mémoires de T. Canot sur l'Afrique occidentale de 1830 à 1850. Paris en Amérique vers 1850.
8. Les Vai, leur langue et leur système d'écriture. Maurice Delafosse Masson et Comp. edit. Paris 1901.
9. Le Libéria en 1907. M. Delafosse. Bul. Comm. Afric. Nov. 1907 No. II Paris.
10. La révolte des Kroumens du Libéria. L'Afrique Française Juin 1910 Paris.
11. Quelques coutumes des Kroumens du Bas-Cavally. F. de Coutouly; Adm. des colonies Paris 1920.
12. La commission internationale d'enquête au Libéria. Société des Nations 15 déc. 1930 Genève.
13. Esclavage et travail forcé au Libéria. H. Labouret Bull; Afr. franc. No. 2 1931.
14. L'Afrique noire sans les blancs: I. Le Libéria intime; II. Monrovia, capitale pour rire. R.P. Lelong Ed. Baconnier Alger 1946.
15. Les entretiens Stettinius-Béhard et l'évacuation des produits de Guinée par le Libéria, Marchés coloniaux du 24 avril 1948.
16. Mémoires de l'Istitut français d'Afrique noire I4 B. Holas, 2I Dr. J. Gényray Dakar 1952.
17. Balahun dix ans de médecine au Libéria. Dr. Werner Junge Grasset ed. Paris 1953.

18. Routes Africaines vues par l'expédition Cavally. France Outre-mer  
No. 312 Paris 1955.
19. Rapport de la I<sup>re</sup> expédition cavally en AOF et Libéria. C. Mahé.  
Paris 1956.
20. Curieuse Monrovia C. Mahé. Sciences et voyages Juillet 1956 Paris.
21. Au Libéria avec les fils d'esclaves. C. Mahé Ed. du Soleil Levant.  
33 rue Cuvellier Namur 1953.
22. Les clés de l'Afrique, Jean Lartéguy, Albin Michel, 1956.
23. "Libéria" de J. Gus Liebenow, Collection Afrique dans le Monde,  
Cornell University Press.
24. Missions Catholiques, Mars 1945 et sq.
25. L'Eglise en marche dans l'ouest Africain par P. Guilcher.
26. Articles du Journal "Le Monde" 30-6-1970; 28-I-'69; 23-I-'69;  
19-7-'69 et sq.
27. L'Afrique, les Africains de Pierre et Renée Gousset.
28. AFRIQUE 1970 - "Jeune Afrique". Supplément a "Jeune Afrique" du  
17-II-1970.

BIBLIOGRAPHY ON LIBERIA

- \* I. The American Peoples Encyclopedia, Vol. II, pp.379-80 (1965 ed.).
- \* 2. The Encyclopaedia Britannica, Vol. 13, pp.1005-1008 (1961 ed.).
- \* 3. Stamp, Dudley: Africa: A Study in Tropical Development (1953), pp.291-297.
- \* 4. Bane, Martin, S.M.A.: Heroes of the Hinterland (1959), pp.65-72.
- \* 5. \_\_\_\_\_: Catholic Pioneers in West Africa (1950), pp. 190-193.
- 6. Richardson, Nathaniel: Liberia's Past and Present (1959).
- 7. Johnston, Sir Harry: Liberia, 2 vol. (1906).
- \* 8. Harrington, Peter S.M.A.: To Liberia and Beyond (1952), pp.39-78.
- \* 9. Changing Liberia: a Challenge to the Christian (Unite Christian Fellowship Conference of Liberia, 1959).
- 10. Huberich, G.H.: The Political and Legislative History of Liberia, 2 vol. (1947).
- II. Brown, G.W.: Economic History of Liberia (1941).
- 12. Greene, Graham: Journey Without Maps (1961).
- \* Les livres marqués par un astérisque peuvent être trouvés au Généralat SMA.
- \* Books thus marked may be found at SMA Generalate, Rome.

**N.B.-** Le rapport de la réunion sur la Côte-d'Ivoire paraîtra prochainement.

Announcement concerning the SEDOS-MISEREOR  
Personnel Development Programme

As many of you have already heard, SEDOS, and MISEREOR are co-operating to promote the training of development specialists.

FURTHER CLARIFICATIONS OF THE PROGRAMME WERE WORKED OUT BETWEEN MISEREOR AND SEDOS. YOU WILL NOTE THEM IN ARTICLE 2 OF THE ENCLOSED PRESENTATION OF THE PROGRAMME.

Information concerning this programme was released earlier this year and it brought some response from the field.

To ensure greater response and utilization of this scholarship programme, we ask your help in circulating the enclosed information. Please note that the programme is now open to all countries, but that it is limited to "specialists" only, and not "generalists" as previously planned.

It is not the intention of SEDOS-MISEREOR to try to persuade bishops and their conferences to train development specialists, but the programme is offered to enable the religious institutes to serve more effectively their dioceses or national bishops' conferences.

Enclosed are several copies of this letter and announcement - please forward them to your Provincials and others who can best use the information.

Thank you!

SEDOS Working Group on Development Dec. 1970.

SEDOS is an organization in Rome of 31 missionary institutes, whose aim is to share information on all matters of common concern, and to promote collaboration with all organizations in every sphere of mission activity, both on the international and local levels.

MISEREOR is an organization in Germany which aims to provide financial support to the efforts of the Church in areas of development.

The SEDOS-MISEREOR Personnel Development Programme is a joint effort, explained below.

---

1. As the Church in the Third World becomes more involved in social action and development programmes, she will find the services of experts in these fields more useful, and indeed, more necessary than ever.
2. In order to promote the role of the local church in the planning and direction of development programmes, SEDOS co-operating with MISEREOR, are making available facilities for the training of personnel in view of preparing teams of experts who would be at the service of the Episcopal Conferences and/or the Conferences of Religious. SEDOS will act as catalyst while MISEREOR will financially sponsor such training.

The special goal of the programme is:

- better development planning and action, structures and strategy.
- training of personnel for national and regional development bureaux secretariats, not for single projects (schools, hospitals, credit unions, etc.)

One way of obtaining and channeling such scholarships is through the SEDOS-MISEREOR Personnel Development Programme. The one firm condition for obtaining a scholarship in this programme is the agreement that, after training, the selected persons will be made available for service to the Bishops' Conference (or in special cases, to a Bishop or group of Bishops) in the particular field of their training.

3. This programme is meant first and foremost for the training of personnel of the SEDOS institutes. However, members of other (non-SEDOS) institutes, secular clergy and lay people could be considered when they are needed in programmes where members of SEDOS institutes are also involved, always with the aim to work with and for the local churches in their development programmes.

Ideally, such experts would be recruited from among the nationals of the local churches. But, in the short term period, and in agreement with the Bishops' Conferences, local SEDOS institutes could offer the services of non-national missionaries.

4. The training course for specialists would be in the line of post-graduate studies of 2 - 3 years.

5. The procedure for participation normally takes the following steps:

- a- The interested major superiors, conference of major superiors, or Bishops consider their specific needs in terms of specialized personnel in one or more of the following fields:

- social science (for planning, evaluation, etc.)
- social communications
- cooperatives
- trade unions
- health services
- agriculture
- technology

and make plans for providing these.

- b- They indicate candidates for training in the fields selected, to the Director of the SEDOS-MISEREOR Personnel Development Programme. Such candidates would preferably belong to the country where they would work.
- c- They also indicate the type, duration, place and specific purpose of the training course required by the candidates, together with estimated costs.
- d- Finally, a contract would be signed by the religious society who makes the person available or by the future employer who requests the training, and by the

Director of the Programme.

Another contract could eventually be signed between the future employer and the candidate in order to spell out the conditions of service after training.

6. The programme, initially limited to Congo-Kinshasa, East Africa, and Indonesia, has been extended to all countries of the Third World.
7. This programme aims at trainign highly qualified specialists. Other candidates with considerable experience in the selected field, who would benefit from a shorter training programme and then assume the role of intermediaries between the specialists and the grass-root workers (the so-called generalists) do not come under the terms of this programme but are encouraged to apply directly to MISEREOR, which has indicated its willingness to consider each case within the limits of its (MISEREOR's) possibilities.
8. The deadline for applications for scholarships for the current year is April 30th.
9. Programme Director: Brother Vincent F. Gottwald FSC  
SEDOS-MISEREOR Personnel Development Programme  
Via Aurelia, 476. C.P. 9099. 00100 Rome, Italy.

All correspondence (further details, application forms etc;) must be sent to the above address.

EXECUTIVE COMMITTEE

A meeting of the Executive Committee will be held on Wednesday, January 20, 1971 at 0900 at the Secretariat with the following agenda:

1. Agenda of the February Assembly of Superiors General.
2. Personnel Policy for Sedos.
3. The "Joint Venture".
4. The PWG Programme.
5. Other matters.

Sincerely yours,

Benjamin Tonné  
Executive Secretary

SOCIAL COMMUNICATION WORKING GROUP

There will be a meeting on Monday, February 1, at 16.00 hrs at the SEDUS Secretariat.

Agenda proposed:

1. Presentation of the Manuscript of the Catholic Mass Communications Media Directory 1971.
2. Impressions and remarks on the panel recently conducted by our group for the benefit of the Commission on Education of the IUSG. Suggestions for follow up.  
Opportunity for similar panels on how to organize information "ad intra" and "ad extra" in a religious institute.
3. Reports on sub-group meetings.

Yves Périgny, O.M.I.

Chairman

CANTESS  
CANTERBURY SUMMER SCHOOL 1971

Sponsored by CURAT (Christian Organisations Research and Advisory Trust) and with Catholic participation, CANTESS 1971 will be held from July 17 to 29. The theme for CANTESS 1971 "The Spirit... to the Churches" has been chosen as specially applicable to this day, when there are many plausible voices to be heard and the busy Christian is not always sure whether they belong to Babel or Pentecost. In 1970, nearly 200 priests, ministers and laymen and women gathered for CANTESS. They were from many churches of the world and found they were able to discuss common problems and discoveries in an atmosphere of devotion to the One Lord. CANTESS is making a significant contribution to the Ecumenical Movement.

Fees for the full programme are \$195 or £81.25 per person. The fee for tuition and extra-mural events only is \$100 or £41.75. The programme, as part of an annual vacation, is carefully arranged to include fine tours to places of interest and exclusively cultural events. Anyone interested may apply for table of fees and draft programme to the office address :

CANTESS,  
14 Dover Street,  
Canterbury, Kent,  
England (telephone : Canterbury 62102)

Here is a letter received by the Executive Secretary from Director CANTESS:

The Revd.B. Tonna,  
SEDOS,  
via dei Verbiti, 1,  
00154 ROME.  
Italy.

Dear Father Tonna,

At the request of Father Hally of Pro Mundi Vita we are sending you particulars of the 1971 Summer School, in the hope that you and your colleagues will be able to participate. We are keen to attract a student body representing many Christian interests, both international and ecumenical. In addition to the lecturers listed in the brochure we are pleased to announce that we shall be welcoming as the opening lecturer, Fr. Robert Butterworth, S.J. of Heythrop College.

SEDOS 71/22

It may be possible for us to offer bursaries which reduce the fees below our costs but a special application must be made for these.

I am also sending you a copy of CORAT's report "Effective Administration". CORAT is one of the sponsoring bodies for the Summer School and I understand that its work may be of special interest to you.

Yours sincerely,

John Barton.  
Director.

CORAT is a Trust to provide a management consultancy service expressly for Churches and other Christian organisations, and for Schools and Charities. It is intended to arrange and take responsibility for training courses for administration and promotion in connection with CANTESS. Here is a sample of CORAT's work on:

#### AN OVERSEAS MISSIONARY SOCIETY

##### Introduction

The assignment concerned a long established missionary society with specialist objects. Although financially strong from good financial management, there had been a deficit in recent years as rising operating costs had not been matched either by increased support from its constituency or by commensurate increases in investment income. Lateral relations with similar societies and relations with the main stream of overseas missionary work were weak, while the field-work which drew the support on which the Society depended, had suffered from retrenchment.

##### Terms of Reference

CORAT were invited by the General Secretary to review the aims and functions of the Society in the light of contemporary conditions, to analyse its resources and their deployment, to examine the organisation, committee and staff structure, to investigate the Society's personnel policy and administration and to make recommendations.

### Extent of the Survey

Two consultants, one ordained and one a professional accountant, were assigned to the survey. They found that the Council and committees were too large, lacked an invigorating turnover of membership and had too few representatives of kindred interests who might provide links with the central agencies of its 'parent' Church. The committees overlapped, and drew heavily on the time of the senior staff members to whom much of the administrative detail could safely be entrusted. The executive structure failed to provide for a clearly defined deputy to the General Secretary who was thus tied to administration when his pastoral and public relations commitments needed his particular gifts. The remaining staff were neither well deployed, equipped nor consistently remunerated. The headquarters building was uneconomically used. A formal training scheme for preparing candidates for missionary work had lapsed. The work of the touring exhibition was of high quality, but limitations were imposed by other duties, so that it was seen by fewer potential supporters and candidates than it deserved.

### Recommendations

The consultants recommended that the Society's objects be pursued unchanged in view of the special skills and insights already available. They recommended a reduction in the Council and the number of committees with shorter tenure of office and approximately one third of the membership either representative of other bodies or co-opted for particular professional skills. The General Secretary and an Assistant General Secretary should work to terms of reference which released the former from the detailed administration, but involved the latter sufficiently in policy matters to enable him to act effectively as a deputy. Certain surplus properties should be sold to dispose of the accumulated deficit and the use of the headquarters rationalised by refurnishing of offices and transferring publication work to an agency with better facilities to release accommodation for reletting. The removal of headquarters from London altogether should be considered. Conditions of service, remuneration and pensions for the staff should be reviewed and a consistent and manifestly fair system of grading and allowances introduced. Finally a small working party to carry through the necessary reorganisation was proposed which would call on the CORAT consultants and specialist legal, property and financial advice as required.

DIARY

- 11 - 1 - 1971 Meeting of nomination committee at FSC Generalate  
Fr. Aguilo, s.j. delivers Mss of Directory on Catholic Mass Communications Media.  
Fr. Périgny omi visits Secretariat.
- 12 - 1 - 1971 Meeting of Contact Group for Health Services at scmm-m Generalate.
- 13 - 1 - 1971 Meeting at sj Curia on Innovation Planning in Education in sub-Sahara Africa.
- 14 - 1 - 1971 Development WG meeting at WF Generalate
- 15 - 1 - 1971 Chairmen of the Working Groups: 16.00, Sedos.